



Fiche 1_ Note opportunité

> bascule d'un diplôme en / à l'alternance

Composante porteuse : Faculté de Droit Julie-Victoire Daubié
 Responsable pédagogique : Laure Tougne Rodet
 Intitulé du diplôme : (Mention et parcours) Activités juridiques : Assistant juridique
 Numéro RNCP de la mention de rattachement : 36389
 Date prévisionnelle d'ouverture de la formation : septembre 2023

1. Origine du Projet :

Répond-il à une demande de branche professionnelle, à une demande des milieux socio-économiques ? A des demandes d'étudiants ? Raisons d'ouvrir à l'alternance ?

La présente formation s'appuie sur deux formations déjà présentes à l'université Lyon 2 : le Diplôme Universitaire de Secrétariat Juridique (D.U.S.J.) qui existe à l'université Lyon 2 **depuis 1993** et, la licence professionnelle Assistant Juridique (L.P.A.J) **que nous avons ouverte depuis la rentrée 2008**. Ces deux diplômes sont en alternance, sous forme de stage ou de contrat de professionnalisation, depuis l'origine et forment des secrétaires ou assistants d'avocats principalement mais aussi d'huissiers, de notaires ou de juristes d'entreprises ou de collectivités. La demande est forte de la part de ces partenaires qui embauchent sans difficulté nos diplômés à niveau bac+2 sur des **postes de secrétaire juridique** ou bac+3 sur des **postes d'assistant juridique**.

2. Plus-value de ce diplôme en alternance :

Quels sont les autres diplômes en concurrence sur le territoire : local, régional, national ?

Comment votre diplôme se démarque-t-il des autres propositions recensées ? *Contenu scientifique, pédagogique, compétences développées, public cible, modalités / rythme/ durée, mixité des publics ...*

Etablissement	Intitulé de la formation	Niveau	Public / profil	Modalités (Vol horaire, rythme alternance, durée...)	débouchés
Lyon 3	Licence professionnelle Collaborateur polyvalent en Droit des Sociétés et Comptabilité	L3	bac + 2 (Licence 2, B.T.S., D.U.T. ou D.E.U.S.T. tertiaires)	2 jours en formation/ 3 jours en entreprise	Cabinet de conseil juridique, cabinet d'expertise comptable, cabinet de commissaire aux comptes, étude notariale, cabinet d'avocat, entreprise publique ou privée, institutions judiciaires, compagnies d'assurances, mutuelles.
Saint-Etienne	Activités juridiques : Assistant juridique	L3	Diplôme de niveau Bac + 2 ou d'une attestation de validation de deuxième année de licence de droit ou de formation	2 jours en formation/ 3 jours en entreprise	Collaborateurs auprès des chefs de PME - PMI ; Collaborateurs dans des agences bancaires, de

			équivalente à dominante juridique.		courtiers en assurances ; Collaborateurs dans les études ou cabinets de professions juridiques (avocats, notaires, huissiers de justice...) Collaborateurs de cabinets d'experts comptables
Montpellier	Activités juridiques : Assistant juridique				
Douai	Activités juridiques : assistant juridique parcours Entreprises et cabinets d'affaires				
Limoges	Assistance Juridique Ressources Humaines				
Bordeaux	Assistance Juridique - Juriste d'entreprise				
La Rochelle	Activités juridiques : assistant juridique, parcours droit, gestion et comptabilité de l'entreprise				
Amiens	Activités juridiques : Assistant juridique				

A noter que les formations de Lyon 3 et de Saint Etienne se sont ouvertes récemment. Compte tenu du très grand nombre de cabinets d'avocats à Lyon, nous ciblons principalement l'assistantat des avocats contrairement à Lyon 3. La formation de Saint Etienne est une copie allégée de notre diplôme tant d'un point de vue juridique que d'un point de vue pratique.

La spécificité de la formation que nous proposons est qu'il s'agit d'une **formation sur 3 ans** qui permet aux étudiants différents parcours avec deux débouchés qui correspondent aux attentes professionnelles : secrétaire juridique ou assistant juridique :

- **P_3ans_CA : parcours sur 3 ans en contrat d'apprentissage (CA ou CP) avec recrutement niveau bac, le débouché professionnel est un poste d'assistant juridique.**
Dans ce cadre, les étudiants sont recrutés niveau bac et suivent l'intégralité de la formation. Ils sont en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation sur l'intégralité de la formation.
- **P_3ans_FI_CA : parcours sur 3 ans en stage alterné (FI) la première année puis en contrat d'apprentissage (CA ou CP) les deux autres années avec recrutement niveau bac, le débouché professionnel est un poste d'assistant juridique.**

Dans ce cadre, les étudiants sont recrutés niveau bac et suivent l'intégralité de la formation. Ils sont en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation sur l'intégralité de la formation.

- **P_2ans_FI : parcours sur 2 ans en stage alterné (FI) avec recrutement niveau bac, le débouché professionnel est un poste de secrétaire juridique (bac+2).**

Dans ce cadre, les étudiants sont recrutés niveau bac et suivent uniquement les 2 premières années de la formation et effectuent leur stage en convention de stage. Cette option permet aux petits cabinets d'avocats qui n'ont pas les moyens d'embaucher les étudiants en contrat de professionnalisation ou en apprentissage, d'avoir tout de même des stagiaires. Par ailleurs, le métier de secrétaire juridique est largement demandé par la profession.

- **P_2ans_CA : parcours sur 2 ans en contrat d'alternance (CA ou CP) avec recrutement niveau bac, le débouché professionnel est un poste de secrétaire juridique (bac+2).**

Même parcours que P_2ans_FI mais en contrat de professionnalisation ou en apprentissage.

- **P_2ans_CA_bac+1 : parcours sur 2 ans en contrat d'alternance (CA ou CP) avec recrutement niveau bac+1, le débouché professionnel est un poste d'assistant juridique.**

Dans ce cadre, les recrutements se font directement en 2^{ème} année. Les étudiants concernés sont les détenteurs d'une première année de licence de Droit qui souhaitent une réorientation professionnalisante. Ils sont en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation.

- **P_1an_CA_bac+2 : parcours sur 1 an en contrat d'alternance (CA ou CP) avec recrutement niveau bac+2, le débouché professionnel est un poste d'assistant juridique.**

Dans ce cadre, les recrutements se font directement en 3^{ème} année. Les étudiants concernés sont les détenteurs d'une deuxième année de licence de Droit, d'un DUT carrière juridique ou d'une BTS métiers du notariat qui souhaitent une année professionnalisante pour entrer sur le marché du travail. Ils sont en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation.

3. Partenariats envisagés (pour les enseignements et pour les contrats en entreprise) :

Avec d'autres écoles ou universités ? sous quelles formes ? Avec des entreprises particulières qui s'engagent à prendre des alternants ?

(Lettre de soutien à joindre si vous en avez)

Pas de partenariat avec d'autres écoles.

On peut envisager un partenariat avec l'ordre des avocats de Lyon.

Je joins les lettres et mails de soutien d'avocats, les mails et lettres de soutien d'anciens diplômés.

4. Public alternant cible :

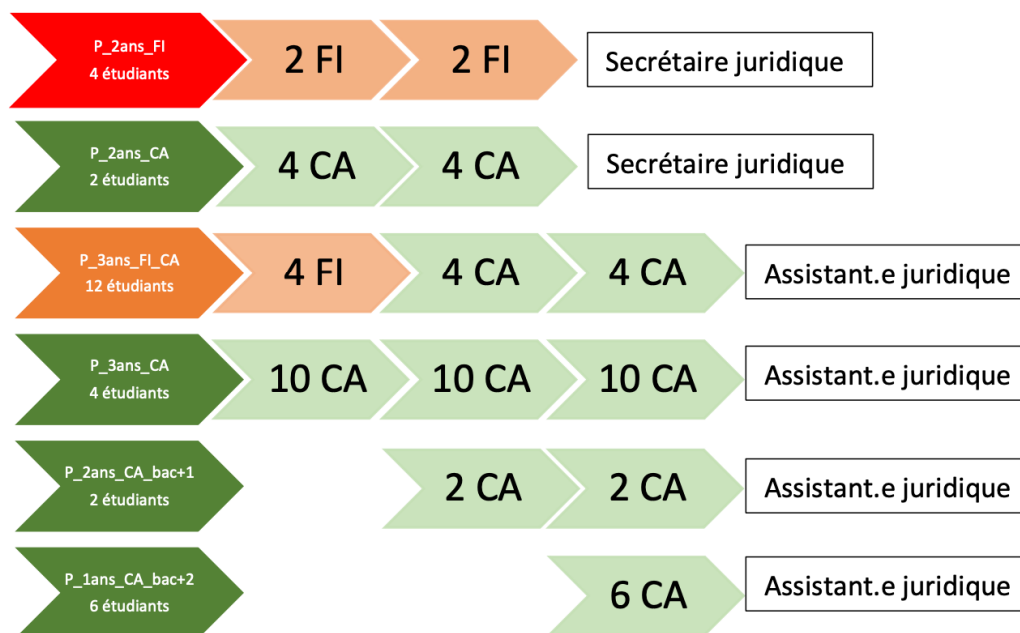
Filières de formation, secteurs et bassin de recrutement : étudiants ayant obtenu un baccalauréat général, étudiants ayant effectué une première année de licence en droit et cherchant à se réorienter dans une filière professionnalisante, formations continues en réorientation.

Des accès directs en 2^{ème} et 3^{ème} années sont envisageables. Par exemple, les étudiants ayant un DUT carrières juridiques ou ayant une L2 de Droit validée pourront intégrer directement la 3^{ème} année en fonction des places disponibles.

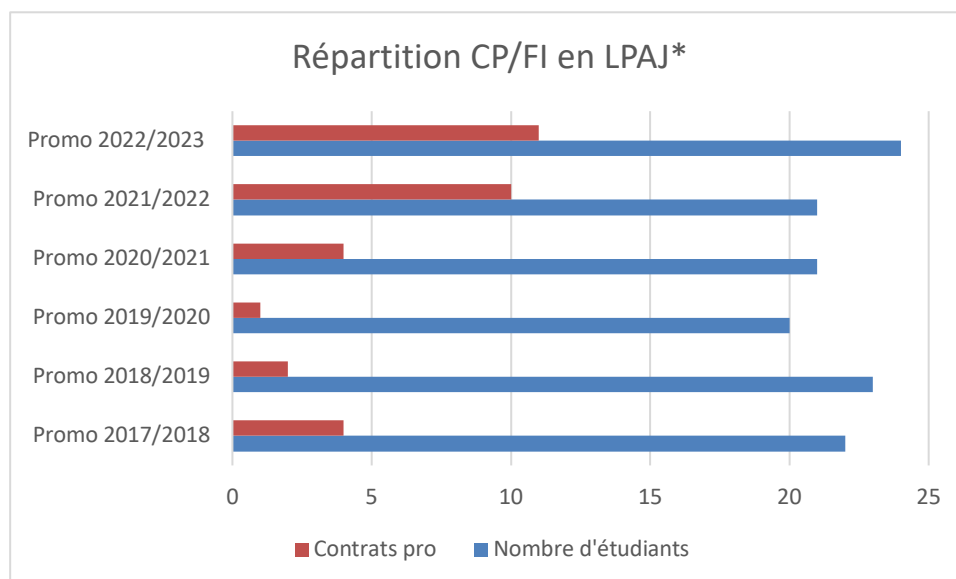
5. Nombre d'alternants envisagés par rapport à la promotion complète

Formation alternée pour tous les étudiants soit sous forme de convention de stage (FI), soit sous forme de contrat de professionnalisation ou de contrat d'apprentissage (CA).

Les volumes envisagés dépendent des années et sont schématisés ci-dessous :



Pour information, le D.U.S.J. ne pouvait accueillir des étudiants en contrat de professionnalisation donc ils étaient tous jusque-là en stage alterné via une convention de stage. En revanche, dans le cadre de la L.P.A.J, le nombre de contrats de professionnalisation n'a fait que s'accroître au fil des années. Le graphique ci-dessous montre la répartition sur les 5 dernières années :



*la répartition de promotion 2022/2023 n'est pas complète fixée, le nombre de CP peut être amené à augmenter encore.

A noter toutefois, que certains petits cabinets d'avocats sont réticents pour signer des contrats de professionnalisation. C'est la raison pour laquelle nous n'envisageons pas une formation 100% en contrat

d'apprentissage ou contrat de professionnalisation. Cependant, le contrat d'apprentissage coûtant *a priori* moins cher aux entreprises, nous pensons que ces cabinets pourraient être plus enclins à signer des contrats d'apprentissage que des contrats de professionnalisation.

6. Type d'alternance / rythme

2j stage / 3j formation en 1^{ère} et 2^{ème} année, 3j stage / 2j formation en 3^{ème} année

7. Mots clés de la certification

Accueil par téléphone, physique en utilisant le vocabulaire juridique adapté
Organiser et suivre la traçabilité documentaire en adaptant le mode de classement et d'archivage numérique et physique
Concevoir et formaliser des documents écrits professionnels en respectant les règles orthographiques, syntaxiques et les normes de présentation
Constituer les dossiers juridiques dans les délais impartis
Concevoir les modèles des différents actes
Réaliser le suivi des dossiers avec les acteurs juridiques
Organiser la veille